

Château-Arnoux Quand l'actualité (centenaire de l'Armistice) rejoint l'histoire locale



Consécutivement au reportage télévisé de France 3, consacré le 11 novembre dernier au **Monument aux Morts de Château-Arnoux**, l'idée de vous faire partager certains faits relatifs à ce monument singulier, parce que pacifiste, m'est apparue intéressante.

Rappeler en effet qu'il fait partie de la cinquantaine d'édifices de ce type en France n'est certainement pas inutile. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il fut inscrit le 22 février 2010 à l'inventaire des Monuments Historiques.

À l'origine, ce monument avait été conçu pour **être vu**, sur un terrain acquis par la commune le 24 février 1928, au carrefour des 2 routes nationales reliant respectivement MARSEILLE et NICE, croisement en plein centre de l'agglomération. La circulation devenant trop dense au fil des années, la nécessité de le déplacer fut ressentie à plusieurs reprises par les municipalités successives.

C'est l'équipe municipale d'Union de la Gauche, élue en mars 1977, qui ordonna cette délicate opération. Témoin privilégié de cela, en qualité de Maire-Adjoint à l'époque, je peux aisément en parler en connaissance de cause. La prise de conscience de l'urgence de cette disposition avait pris racine un certain 8 mai 1977, lors de la cérémonie commémorative. Ce jour-là, en effet, l'euphorie de la victoire aux municipales étant au rendez-vous, la participation massive de la popu-

lation posa rapidement de sérieux problèmes en matière de sécurité. Ainsi fut prise dans les jours qui suivirent la décision de transférer cet édifice, avant le 11 novembre 1977, sur un autre site ne présentant pas cet inconvénient, tout en le mettant en valeur. Unaniment, c'est la lisière du parc du château, véritable écrin de verdure sur la Place de la Résistance, la bien nommée, qui fut retenue. Pour cela, tout fut conforme à l'esprit selon lequel le Maire de l'époque, Victorin MAUREL, cofondateur départemental de la Ligue des Droits de l'Homme et véritable concepteur de ce monument pacifiste, l'avait imaginé. Est-ce utile de préciser en pareille circonstance qu'envisager, comme le fit le Maire il y a 90 ans, de lancer une souscription publique (pratique aujourd'hui banalisée par la Fondation du Patrimoine) afin de supporter une partie du financement de l'édifice, n'était pas chose aisée, à un moment où les blessures de la guerre étaient très loin d'être cicatrisées? Force est de constater qu'elle fut couronnée de succès, d'une façon surprenante.

C'est bien Victorin MAUREL qui sollicita le concours du sculpteur niçois Alfred SALVIGNOL, avec lequel il passa un marché de gré à gré le 24 juillet 1928. Cet artiste jouissait d'une certaine notoriété pour avoir réalisé de nombreux Monuments aux Morts dans la région, tous traditionnels et donc respectueux de la

mentalité de l'époque. La personnalité de Victorin MAUREL, très déterminante dans cet ordre d'idée, fut de nature à inciter A. SALVIGNOL à dépasser son savoir-faire et à respecter scrupuleusement les volontés du commanditaire, à savoir **édifier un monument d'inspiration pacifiste**, à la fois par son thème et par ses inscriptions. Ainsi donc, au pied de l'obélisque, une mère éplorée montre-t-elle la liste des morts à un jeune homme debout, brisant son glaive sur ses genoux, comme pour dire « **plus jamais ça** ». Au sommet de l'obélisque repose un globe terrestre entouré d'un rameau d'olivier, symbolisant la PAIX. Enfin sur le socle le poème de Victorin MAUREL intitulé « **PAX, VOX, POPULI** », poème extrait de son recueil « Rimes d'Azur », confirme la volonté du Maire de **dédier ce monument à la PAIX**. Citons pour mémoire les 3 vers ci-dessous gravés dans la pierre :

*« Sache désormais
que la guerre est un crime,
Qu'elle laisse après elle,
à de cuisants remords,
Ceux qui firent sombrer
les peuples dans l'abîme ».*

Inscrit à l'inventaire en tant que **monument pacifiste**, il présente également la particularité d'être qualifié de « **laïque** », car ne présentant aucun signe culturel, fait très rare dans l'hexagone, à cette époque. D'ailleurs, cette singularité a retenu l'attention des « **Libres Penseurs du O4** », lesquels honorent de leur présence ce site tous les ans à l'occasion du 11 novembre.

Enfin le fait que ce monument pacifiste ne fut réalisé qu'en 1930 lui épargna la censure des pouvoirs publics, moins enclins 12 ans après la signature de l'armistice à **pratiquer la chasse** à ce type d'édifice, comme ce fut malheureusement le cas dans les Landes, la Creuse, la Loire, parmi beaucoup d'autres, également détruits ou corrigés! ■

Jaque DALCANT

Saint-Auban 1916 – 1926

Le seul moyen de fixer à l'usine une main-d'œuvre très « volatile », c'est d'accélérer la construction de logements, commencée en 1915, afin que les ouvriers puissent faire venir leurs familles. Alais et Camargue va traiter avec la Société des Maisons Moulées qui a réalisé, 8 ans auparavant, une Cité ouvrière à Salindres. Des « blocs » de 2, 4 ou 6 appartements, avec ou sans étage, sans fondations, posés sur le sol, sans toiture véritable au départ, mais tous pourvus d'un jardin, vont pousser comme des champignons.

On reconnaît aujourd'hui ces constructions, grâce au « bandeau » sous la toiture, Rue Henri Merle, et Adrien Badin – côté gauche de l'Avenue Antoine Balard et côté droit de la Rue Sainte Claire Deville. Les ouvriers s'installent, sans électricité, et il faut aller chercher l'eau au « Réservoir », en haut de l'Avenue Balard. Des bornes-fontaines en fonte seront bientôt installées aux principaux carrefours.

Une mosaïque humaine

Cette cité naissante est une véritable mosaïque humaine avec plus de vingt nationalités. La famille de Franco et Adèle Di Giovanni (notre photo) en est un exemple magnifique. Arrivée en 1925 à Livet-et-Gavet, dans les usines de la Romanche, elle se fixe à Saint-Auban en 1927. Franco s'occupe, à la « Vacherie », ferme au sud de la gare, des nombreux chevaux de l'usine et des vaches, pour alimenter la cité en lait. Il poursuivra sa carrière au « bardage », et ses 7 enfants feront carrière dans la compagnie.

En 1917, apparaissent les premières maisons à balcon. L'Hôtel Villiard, du nom de son premier gérant, est construit avant huit maisons de cantonnement et deux bâtiments de vingt-cinq chambres pour célibataires. Un dispensaire tenu par les religieuses de la Sainte Enfance de Digne, avec deux lits pour accueillir les blessés, est en service depuis 1916.

La vie s'organise

Rue Henri Merle et Cours Péchiney, les premiers commerces s'installent. Les douches publiques sont construites en 1917, une pharmacie en 1918; la coopérative gérée par la compagnie est inaugurée en 1918: c'est la « SADA »! Un renfort inattendu va accélérer la construction. Les prisonniers Allemands ne font preuve d'aucun zèle à l'usine. Ils rechignent malgré les coups de bâton, à œuvrer à la fabrication du Chlore qu'ils savent destiné à gazer leurs frères. Ils sont affectés au Plateau pour construire quelques maisons imposantes de l'avenue Alsace Lorraine. Les soldats Français affectés à l'usine dans le cadre de la loi Mourier n'étaient guère plus vaillants. L'ingénieur Maurice Baraton (futur Directeur) note, non sans humour, que cette loi « avait classé les ouvriers des usines de guerre, en deux catégories: ceux qui étaient susceptibles de repartir au Front – et ceux qui en étaient définitivement dispensés. Il s'avéra qu'appartenir à l'une ou à l'autre de ces catégories n'avait rien de motivant!

Et l'usine?

La production de chlore, Javel et chlorure de chaux, va bon train. Grâce à un document rédigé en infraction aux règles du secret militaire, on sait que ces « matières premières » sont livrées, presque journalièrement à l'usine de poudres et explosifs de Sorgues, où sont produits les obus chargés de gaz incapacitants, comme l'ypérite ou la collongite. En plein

conflit, l'usine va diversifier ses activités. La place ne manque pas. La guerre, le hasard et la nécessité vont faire le reste. Sur les quais du port de Bordeaux, du fait de la guerre qui est aussi navale, deux « usines » dorment dans une multitude de caisses. Celle d'aluminium devait être installée en Norvège (Norsk Hydro) et celle d'alumine était destinée aux États Unis (ville de « Badin » près de Salisbury, en Caroline du Nord)! Émile Boyoud qui a succédé à Adrien Badin brutalement disparu en 1917, désigne Saint-Auban pour y construire ces 2 nouveaux ateliers. On va y démarrer successivement: le chlorure de titane – un générateur d'acétylène – en 1918 le trichloréthylène qui va permettre d'accéder à l'acide monochloracétique - en 1920 l'alumine - en 1923 l'ammoniac, année où par fusion la compagnie devient Alais Froges et Camargue – en 1926 la première tranche d'aluminium. L'ambiance? Si on se fie aux rapports du Commissaire Spécial qui prétend avoir 4 agents secrets sur le site, en 1917, « la direction et toute sa suite cachent avec un luxe de précautions, les opérations de fabrication et de maintenance. Les ouvriers occupent des emplois inférieurs à ceux pour lesquels on les avait recrutés – quand ils ne sont pas remplacés par des étrangers ou des enfants. » Il dénonce le manque de considération des ingénieurs pour les ouvriers et écrit avec une certaine férocité que « si aucun accident ou attentat n'a encore été commis, ce n'est pas grâce à la direction! » ■

René Galvez



La famille Di Giovanni: debouts: Alexandre, Salvator, Roc, Georges et Georgette. Assis: Antoine, Marcelle, Adèle et Franco.